



## La Colombie, une fausse promesse pour ceux qui quittent le Venezuela

Par [Ulises Noyola Rodríguez](#)

Mondialisation.ca, 29 janvier 2019

[alainet.org](http://alainet.org)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Pauvreté et inégalités sociales](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Dans sa campagne électorale, le Président colombien *Iván Duque* s'est engagé à maintenir la frontière avec le Venezuela ouverte pour aider les migrants vivant, a-t-il dit, une « crise humanitaire ». Actuellement, environ un million de Vénézuéliens résident en Colombie, mais près d'[un quart d'entre eux sont présents illégalement](#). En tant que gouvernement néolibéral, le gouvernement n'apportera pas de solution aux problèmes des Vénézuéliens. Au contraire, les flux migratoires ne feront qu'exacerber le chômage et l'insécurité, entre autres problèmes.

Tout d'abord, le flux de migrants augmente dans un contexte critique de l'économie colombienne, de sorte que le gouvernement n'a pas la capacité d'accueillir des migrants vénézuéliens. Il convient de noter que [près de la moitié des travailleurs](#) colombiens travaillent dans le secteur informel, ce qui fait que les indicateurs de pauvreté sont dans un état alarmant. Les migrants partent donc pour essayer de changer leur statut économique, mais ils ne feront qu'aggraver la situation économique en Colombie.

Profitant de la crise vénézuélienne, les entreprises colombiennes [embauchent des migrants vénézuéliens](#) dans des conditions de travail effroyables. Par conséquent, les employeurs préfèrent embaucher des migrants en réduisant le nombre d'emplois formels pour les travailleurs colombiens. Dans l'administration actuelle, les migrants en situation régulière pourront compter sur les conseils du gouvernement pour améliorer leurs conditions de travail, mais cela ne résoudra pas les problèmes du marché du travail.

En effet, le nombre de Vénézuéliens sans papiers augmente si rapidement qu'il pourrait dépasser celui des migrants en situation régulière dans un court laps de temps. Parce qu'ils ne peuvent pas être employés formellement, les migrants sont obligés de trouver du travail dans le secteur informel en Colombie. Dans ce secteur, les Vénézuéliens sont plongés dans la misère car ils travaillent dans des activités informelles comme le commerce de rue, le travail domestique, la construction, entre autres choses. Par ailleurs, les familles colombiennes ne bénéficient plus des programmes sociaux du Chavisme.

Sans la citoyenneté colombienne, les familles vénézuéliennes [n'ont pas accès aux services gratuits](#) du gouvernement colombien comme l'éducation publique. Par exemple, les enfants de sans-papiers ne peuvent pas fréquenter une école publique ou bénéficier de programmes sociaux pour les étudiants colombiens. Dans ces conditions, les migrants vénézuéliens sont condamnés à vivre dans la marginalisation, étant donné qu'il n'y a aucune attente

d'amélioration dans leur pays pour qu'ils puissent retourner dans leurs communautés.

Pour faire face à la crise, le gouvernement de Iván Duque reçoit des ressources économiques des États-Unis grâce à des subventions de l'*Agence des États-Unis pour le Développement International* (USAID). Au cours des deux dernières années, le gouvernement [a utilisé 46 millions de dollars](#) pour aider les Vénézuéliens à traverser la frontière à la recherche de nourriture, d'eau et d'aide médicale. En outre, des églises, des organisations non gouvernementales et des groupes de bénévoles apportent également leur soutien, mais la réponse reste insuffisante pour répondre aux besoins des Vénézuéliens.

Pour ne citer que quelques cas, les Vénézuéliens ne peuvent obtenir de la nourriture que pour quelques jours dans les cuisines communautaires, de sorte que l'insécurité alimentaire n'est pas éradiquée. Pour passer la nuit, les rues sont occupées par des migrants qui deviennent démunis, car le gouvernement n'a pas installé un nombre suffisant d'abris dans plusieurs villes. En outre, l'assistance médicale ne peut être fournie qu'en cas d'urgence pour la population sans papiers, la laissant dans un état de vulnérabilité.

Vu le manque de financement, le Ministre colombien des Affaires Étrangères *Carlos Holmes* a demandé l'appui de l'*Organisation des États Américains* (OEA). En conséquence, les membres de l'organisation [créeront une plate-forme financière](#) soutenue par la *Banque Mondiale*, la *Communauté Andine de Développement* et l'*Union Européenne* pour faire face au problème des migrations. En s'alliant avec les États-Unis, le gouvernement ne sera pas en mesure d'offrir une solution durable aux Vénézuéliens. En intensifiant sa position interventionniste, le Président Iván Duque violera le droit international en s'ingérant dans les affaires intérieures du Venezuela.

Comme si cela ne suffisait pas, la xénophobie des Colombiens augmente et la population vénézuélienne est confrontée à diverses difficultés. Cela s'explique en partie par le fait que les Vénézuéliens sans papiers sont accusés d'avoir [commis des vols qualifiés](#) dans plusieurs villes telles que Cúcuta, Bogotá et Barranquilla. La population colombienne est de plus en plus opposée à l'accueil des migrants, de sorte que le conservatisme pourrait être renforcé et que les déportations augmenteraient. Dans ce scénario, les affrontements entre Colombiens et Vénézuéliens vont s'intensifier, une situation qui ne permettra pas de trouver une solution au problème de la migration.

En outre, [l'insécurité s'est considérablement accrue](#) après la signature des accords de paix avec les *Forces Armées Révolutionnaires de Colombie* (FARC). Lorsque les groupes de guérilla ont abandonné leurs zones d'influence, ils ont laissé les paramilitaires libres d'étendre leurs territoires dominés. Comme le gouvernement n'a pas réussi à protéger les groupes de guérilleros, ces groupes ont été et sont recrutés par les paramilitaires. Les migrants ne sont plus du tout protégés des paramilitaires, qui traversent la frontière par des zones conflictuelles appelées « sentiers » où prédominent le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains et la vente illégale d'armes.

D'autre part, les paramilitaires ont réussi à corrompre le système politique pour que la population colombienne n'ait pas le soutien de l'État pour éliminer la violence. Pour ne citer que quelques points, les paramilitaires ont financé des candidatures présidentielles, fourni un soutien économique disproportionné aux membres du Congrès et contrôlé les institutions judiciaires afin que leurs crimes restent impunis. Pour la société colombienne, cela a rendu impossible la tenue d'élections démocratiques qui soient légitimes, transparentes et équitables pour les candidats.

De même, le renforcement des groupes paramilitaires constitue une menace pour le peuple vénézuélien. Dans les villes frontalières, les paramilitaires ont [formé des groupes vénézuéliens](#) qui ont déstabilisé les manifestations par des attaques contre la police. En conséquence, les paramilitaires ont causé la mort de manifestants et les Vénézuéliens ont peur de protester pacifiquement dans les marches. En outre, le gouvernement vénézuélien a accusé ces groupes d'avoir perpétré [l'attaque contre le Président Nicolás Maduro](#) au milieu de l'année dernière, ce qui a montré clairement l'intention des politiciens vénézuéliens et colombiens de mener un coup d'État.

En conclusion, la crise de l'immigration vénézuélienne ne sera pas résolue du tout avec les mesures mises en œuvre par le gouvernement de Iván Duque. Les migrants subiront les mêmes épreuves que les Colombiens et le conservatisme de la société colombienne sera renforcé. Pour résoudre le problème, les gouvernements sud-américains devraient adopter un programme progressiste afin d'arrêter les flux migratoires et, en même temps, offrir des opportunités aux Vénézuéliens.

Ulises Noyola Rodríguez

*Colaborador del Centro de Investigación sobre la Globalización.*

Article original en espagnol : [Colombia, una falsa promesa para quienes abandonan Venezuela](#), Alai, le 24 janvier 2019.

Traduit par Pascal, revu par Martha pour [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [alainet.org](#)  
Copyright © [Ulises Noyola Rodríguez](#), [alainet.org](#), 2019

---

Articles Par : [Ulises Noyola Rodríguez](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)